

Le président Macron au mémorial de Gisozi : un discours plein de compassion mais pas de repentance

Alain Gauthier

CPCR, 27 mai 2021

Le président Macron était venu au Rwanda pour rétablir des relations plus apaisées entre nos deux pays. Mission probablement accomplie. Mais en choisissant de s'adresser aux rescapés et aux familles de victimes au Mémorial de Gisozi, on pouvait s'attendre à autre chose qu'un discours compatissant.

Le président français n'a pas dit plus que le rapport DUCLERT en reconnaissant des responsabilités de l'Etat français : « *Je viens reconnaître l'ampleur de nos responsabilités* ». Il ne pouvait pas faire moins au risque de contredire le rapport qu'il avait commandé.

Quant à la justice, le président MACRON répète ce que tant d'autres responsables ont dit avant lui, sans que les choses aient véritablement changé : « *En nous engageant à ce qu'aucune personne soupçonnée de*

crimes de génocide ne puisse échapper à la justice ». Par quelles mesures concrètes ? Tant que de vrais moyens ne seront pas mis au service du pôle crimes contre l'humanité du TGI de Paris, les génocidaires pourront dormir sur leurs deux oreilles. Ils ont déjà gagné 27 ans !

De pardon, il en est bien question, mais pas celui de la France aux rescapés : « *Seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent peut-être pardonner, nous faire le don de nous pardonner* ». Une citation qui pourrait faire l'objet d'un sujet au baccalauréat de philosophie l'année prochaine.

Les rescapés et les familles de victimes ne peuvent se contenter d'un discours lénifiant et compatissant. Ils ont besoin de JUSTICE. Ils espéraient une demande de pardon. Le président MACRON, comme on le redoutait, n'a pas eu le courage de bra-

ver la classe politique française qui, de gauche à droite, ne voulait pas entendre parler de repentance. Les rescapés et leurs familles devront continuer à vivre avec leur douleur. Et notre colère est légitime.

Alain GAUTHIER, président du CPR

Dernière nouvelle. Le président MACRON, dans son allocution en présence du président KAGAME, vient de nous classer parmi ceux qui n'aiment pas la France parce que nous aurions demandé des excuses ! La fin du combat pour la vérité et la justice n'est pas pour demain.